Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 4 avril 1964 portant assimilation des traitements des fonctionnaires des communes, syndicats de communes et des établissements publics placés sous la surveillance des communes, à ceux des fonctionnaires de l'Etat

NOUS Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

Vu l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. I.- L'article 4 du règlement grand-ducal modifié du 4 avril 1964 portant assimilation des traitements des fonctionnaires des communes, syndicats de communes et des établissements publics placés sous la surveillance des communes, à ceux des fonctionnaires de l'Etat est modifié comme suit :

1. La subdivision en paragraphes est supprimée.

2. L'actuel paragraphe 2 est supprimé

Art.II.- Le présent règlement grand-ducal prend effet au 1^{er} janvier 2015.

Art.III.- Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent règlement grand-ducal qui sera publié au Mémorial.

Exposé des motifs et commentaire des articles

Le présent projet de règlement grand-ducal a comme objet de supprimer une disposition réglementaire qui prévoit que l'Etat supporte les trois quarts des majorations biennales et des majorations de l'indice des fonctionnaires communaux du secrétariat et de la recette communale. Il s'inscrit dans l'exécution du programme gouvernemental « Budget d'une Nouvelle Génération ». Ce programme, qui s'adresse à tous les départements ministériels, se propose de réaliser jusqu'en 2018 des économies substantielles en matière de dépenses publiques moyennant des mesures de restauration durable des finances publiques et de modernisation des politiques publiques.

La prise en charge d'une partie des traitements des fonctionnaires communaux affectés au secrétariat ou à la recette communale a été introduite par la loi du 28 juillet 1954 portant révision générale des traitements et pensions des fonctionnaires et employés des communes, syndicats de communes et établissements publics placés sous la surveillance des communes. Il s'agit d'une mesure visant à rembourser aux administrations communales des frais de personnel liés à certains services et de recettes effectués par les communes pour le compte de l'Etat, dont notamment l'état civil. Si au moment de l'introduction de la mesure en question, la majorité des fonctionnaires des secrétariats et des recettes communales étaient chargés des missions en question, en raison, d'une part, du nombre restreint d'agents occupés par les administrations communales et, d'autre part, du nombre limité de missions à assumer par les communes par rapport à la situation actuelle, la multitude des missions incombant aux communes ne justifie plus la prise en charge par l'Etat d'une partie importante des traitements des fonctionnaires communaux. A noter que le montant de la somme versée à ce titre aux communes s'élève à 14,1 millions d'euros pour l'année budgétaire 2014.

Les différents articles donnent lieu aux remarques suivantes :

Ad article Ier :

Point 1er.

La suppression de la subdivision en paragraphes de l'article 4 tient compte du fait que l'actuel article 4 comporte 2 paragraphes dont le deuxième est supprimé par le point 2 de l'article 1^{er}.

Point 2.

Ce point a comme objet, la suppression du paragraphe 2 de l'article 4, qui constitue la base réglementaire à la prise en charge par l'Etat des trois quarts des majorations biennales et des majorations de l'indice des fonctionnaires communaux du secrétariat et de la recette communale.

Ad article II.

Dans la mesure où la suppression de la prise en charge par l'Etat des trois quarts des majorations biennales et des majorations de l'indice des fonctionnaires

communaux du secrétariat et de la recette communale constitue une mesure d'économies et d'assainissement des finances publics à appliquer à partir de l'exercice budgétaire 2015, le présent projet de règlement grand-ducal prendra effet à partir du 1^{er} janvier 2015.

Ad art. III.

L'article en question ne donne pas lieu à commentaire.

Intitulé du projet:

Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 4 avril 1964 portant assimilation des traitements des fonctionnaires des communes, syndicats de communes et des établissements publics placés sous la surveillance des communes, à ceux des fonctionnaires de l'Etat

Ministères initiateurs:

Ministère de l'Intérieur

Fiche financière

Le projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 4 avril 1964 portant assimilation des traitements des fonctionnaires des communes, syndicats de communes et des établissements publics placés sous la surveillance des communes, à ceux des fonctionnaires de l'Etat a un impact sur le Budget de l'Etat dans la mesure où la suppression de la prise en charge par l'Etat des trois quarts des majorations biennales et des majorations de l'indice des fonctionnaires communaux du secrétariat et de la recette communale apporte au budget de l'Etat une économie de quelque 15 millions d'euros par an.